Rapport de mission « déchets dangereux » en Nouvelle-Zélande

Auckland, Wellington, Hastings-Napier
du 23 au 29 juillet 2017

Direction de l'environnement de la province Sud

septembre 2017

Rapport de mission « déchets dangereux » en Nouvelle-Zélande

Présentation

La province Sud de Nouvelle-Calédonie a engagé depuis une dizaine d'années un ambitieux programme de modernisation de la gestion des déchets sur son territoire : création de nouvelles infrastructures de stockage et de transfert, de déchèteries, structuration de filières réglementées, etc.

En appui aux initiatives privées et aux communes, les efforts déployés tendent à prévenir les nuisances liées aux déchets et à mieux valoriser les ressources que constituent leurs gisements.

Aujourd'hui, après avoir mis en place les premières filières réglementées de collecte et de traitement de déchets dangereux (piles, batteries au plomb, huiles moteur, véhicules hors d'usage), se prépare une étape nouvelle du plan provincial de prévention des déchets dangereux visant des gisements dispersés de déchets nocifs comme les peintures, résines, solvants, colles, boues d'hydrocarbures, etc.

C'est dans cette perspective qu'avec l'appui du programme européen INTEGRE, a été organisée une mission d'étude « déchets dangereux » chez nos voisins néo-zélandais. Notre objectif, en mobilisant plusieurs des acteurs néo-calédoniens impliqués, était d'impulser une dynamique de création de nouvelles filières dédiées à la gestion des déchets dangereux diffus. Les recommandations formulées ici devraient indéniablement y contribuer en province Sud et en Nouvelle-Calédonie.

Nina Julié,
Conseillère élue de l'assemblée de la province Sud

Remerciements

La direction de l'environnement de la province Sud tient à remercier les personnes ayant permis la réalisation de cette mission, grâce aux financements mobilisés et à l'implication efficace des contributeurs suivants :

- *le programme INTEGRE de l'Union Européenne,*
- *la Communauté du Pacifique Sud,*
- *le Délégué de la Nouvelle-Calédonie en Nouvelle-Zélande,*
- *le Consulat de Nouvelle-Zélande en Nouvelle-Calédonie,*
- *la chargée de la coopération internationale au gouvernement de la Nouvelle-Calédonie*

Un merci tout particulier à Justine Coursin, ingénieur contractuelle au BGD / Direction de l'environnement. Ses compétences linguistiques et ses qualités relationnelles ont permis la mise au point à distance, du programme des rencontres en Nouvelle-Zélande et d'une organisation matérielle appréciée de tous les participants.

Bureau de la gestion des déchets
Direction de l'environnement de la province Sud

Sommaire

Présentation **1**

Remerciements **1**

1. Contexte et objectifs de la mission « déchets dangereux » **3**

Améliorer la gestion des DDD en province Sud et Nouvelle-Calédonie : un impératif 3
Structuration & coordination : enjeux territoriaux pour les déchets dangereux 3
Appel à projets du programme INTEGRE et le soutien à la mission 4

2. Organisation de la mission (rencontres et visites) **5**

3. Quelques constats et enseignements généraux **5**

Contexte réglementaire néo-zélandais 5
Traitement des déchets calédoniens en Nouvelle-Zélande 6
Pragmatisme économique et recherche de valorisation 6
Communication et pédagogie économique 7
Rôle des acteurs et de l'initiative privée (économique, associative, communautaire) 7

4. Principales pistes d'action ou de projets émergents **8**

Déchets dangereux 8
Déchets dangereux & autres déchets 9
Problématiques spécifiques 9

5. Approfondissements prévus **9**

Annexes **11**

Annexe 1 : Objectifs du projet INTEGRE 12
Annexe 2 : Proposition initiale PS-DENV de projet soumis à INTEGRE 13
Annexe 3 : Diaporama de présentation de la mission 17
Annexe 4 : Liste des participants 22
Annexe 5 : Liste des personnes rencontrées 23
Annexe 6 : Liste des sites visités 24
Annexe 7 : Programme / déroulement de la mission 25
Annexe 8 : Annexes photographiques 26
Annexe 9 : Tableaux d'échange débriefing n° 1 30
Annexe 10 : Tableau d'échange débriefing n°2 33
Annexe 11 : Liste des abréviations et acronymes 34
Annexe 12 : Synoptique des Gisements de déchets dangereux en province Sud 35
Annexe 13 : New Zealand Environmental Legislation 36
Annexe 14 : L'administration environnementale en Nouvelle Zélande 47
Annexe 15 : Les autorités locales en Nouvelle-Zélande 48

1. Contexte et objectifs de la mission « déchets dangereux »

Dès les années 1980, un mouvement de sensibilisation à la gestion des déchets a été initié en Nouvelle-Calédonie par des associations environnementales comme l'ASNNC, puis par quelques entreprises privées pionnières dans les années 1990-2000.

Depuis une dizaine d'années, la structuration professionnelle de filières de collecte et de traitement des déchets s'est ensuite déployée, notamment avec l'introduction des premières réglementations environnementales basées sur le principe de la « responsabilité élargie des producteurs » (REP), inspirées de dispositifs existants dans la majorité des pays de l'Union Européenne.

En 2008, la province Sud a ainsi décidé d'adopter 5 premières réglementations dites « REP », sur la base d'une évaluation des impacts environnementaux et de l'«équivalent toxique[1] » des principaux gisements de déchets. Ces réglementations visaient tout d'abord et en priorité des *déchets dangereux* : batteries au plomb, huiles de vidange, piles électriques, véhicules hors d'usage, ainsi que les pneumatiques usagés (priorisés en raison de leur volume et de leur impact sanitaire, dans un pays où prévaut la dengue).

Depuis lors, d'autres filières de traitement de déchets sont apparues : certaines sont encadrées par une réglementation REP (c'est le cas de DEEE - déchets d'équipements électriques et électroniques - en province Sud depuis 2013-2014, qui comportent des substances dangereuses). D'autres filières, concernant des déchets recyclables (verre, papiers-cartons, plastiques, canettes aluminium, déchets verts, etc.), jusqu'à présent non réglementées, se structurent progressivement sous l'impulsion d'entreprises privées (PME, TPE) ou à l'initiative de communes (ex. au Mont Dore, avec les emballages papier carton plastique aluminium).

Toutefois, l'équilibre économique des filières de collecte et de traitement reste parfois précaire. Si l'on constate souvent que «la réglementation créé le marché », la préoccupation de maîtrise des coûts reste centrale. C'est le cas en particulier pour certains déchets dangereux peu valorisables, dont les coûts d'exportation sont élevés.

Améliorer la gestion des DDD en province Sud et Nouvelle-Calédonie : un impératif

En 2017, il subsiste en province Sud et en Nouvelle-Calédonie de façon générale, un important gisement de déchets toxiques qui ne bénéficient d'aucune filière structurée ni de débouchés accessibles pour la majorité des détenteurs.

Il s'agit notamment des déchets désignés comme « déchets dangereux diffus – DDD[2] » ou «déchets toxiques en quantités dispersées - DTQD), issus des ménages et des entreprises. On estime aujourd'hui qu'une fraction significative voire majoritaire du gisement de DDD est éliminée de façon irrégulière (dans les milieux naturels, dans les réseaux d'eaux usées ou dans des installations de stockage de déchets de classe II (ISD-2) non censés admettre des déchets dangereux.

Du point de vue environnemental et de santé publique, les collectivités compétentes, la province Sud en particulier, se doivent désormais de prendre en charge cette problématique « DDD », en impulsant et aidant à la structuration de filières capables de prévenir la dispersion des déchets dangereux polluants et toxiques, dans des conditions économiques optimisées.

Structuration & coordination : enjeux territoriaux pour les déchets dangereux

Pour rester cohérente sur le plan environnemental, social, et tendre vers un optimum économique, il apparait de plus en plus qu'en Nouvelle-Calédonie la structuration de nouvelles filières de gestion de

[1] l'équivalent toxique est calculé comme produit du flux quantitatif par le coefficient de toxicité intrinsèque au déchet considéré

[2] l'annexe 14 présente un tableau synoptique des gisements de déchets dangereux en province Sud

déchets doit être coordonnée à l'échelle territoriale. Ceci est tout particulièrement vrai pour la gestion de déchets dangereux, pour lesquels la recherche d'économies d'échelle est indispensable.

Actuellement, cette coordination s'établit par exemple entre acteurs institutionnels (provinces, gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, Douanes) sous la contrainte de pérenniser et de sécuriser financièrement les filières REP existantes.

Ce sont également les échanges et la coordination entre partenaires institutionnels, techniques, et économiques, que la direction de l'environnement de la province Sud (DENV) a souhaité renforcer à travers la présente mission en Nouvelle-Zélande, dans le cadre d'une démarche pré-réglementaire ciblant les déchets dangereux diffus (DDD, DTQD, DDS).

Acquérir une meilleure connaissance du débouché majeur que constitue la Nouvelle Zélande pour les déchets dangereux issus de Nouvelle-Calédonie a constitué une des raisons initiale du ciblage de la destination. Lors de la mission, nous avons pu réciproquement constater que la Nouvelle-Calédonie arrive en premier rang des pays exportant des déchets dangereux en Nouvelle-Zélande. Par ailleurs, il nous a semblé que la comparaison des modes d'organisation de la gestion des déchets (régionale voire quasi- fédérale en Nouvelle Zélande), en regard de notre système local de répartition des compétences environnementales (entre trois provinces et la Nouvelle-Calédonie), pouvait apporter certains éclairages intéressants.

Appel à projets du programme INTEGRE et le soutien à la mission

Le programme européen INTEGRE a lancé en 2016, via la CPS, un appel à projets susceptibles de contribuer aux objectifs généraux suivants :

- amélioration de la gestion et de valorisation durables de l'environnement au bénéfice des populations ;
- promotion de la gestion intégrée des zones côtières auprès des institutions, des populations et des partenaires régionaux ;
- renforcement de la coopération régionale dans le domaine du développement durable et de l'intégration des territoires européens dans les dynamiques régionales (cf. Annexe 1)

La direction de l'environnement de la province Sud (DENV) a proposé en réponse un projet de mission en Nouvelle-Zélande avec les objectifs et résultats attendus initialement les suivants :

- acquisition de connaissances techniques, logistiques et réglementaires sur la gestion des déchets dangereux et leur traçabilité à l'échelle régionale
- facilitation et développement d'échanges locaux et régionaux dans le domaine de la gestion des déchets dangereux.
- amélioration de la gestion des déchets dangereux (DD) dans les pays insulaires du Pacifique Sud (puis un ciblage plus précis des trois provinces de la Nouvelle-Calédonie).

Les actions proposées étant :

- action 1 : des rencontres institutionnelles
- action 2 : des visites de terrain et échanges avec les acteurs opérationnels
- action 3 : un temps de mise en commun et de réflexion collégiale (post-mission, en Nouvelle-Calédonie) :

Ce projet (voir annexe 2) a reçu l'accord du comité de sélection INTEGRE en mai 2016, sous réserve de consulter Wallis et Futuna et la Polynésie française, et d'impliquer le PROE. Des démarches ont été faites en ce sens mais il s'est avéré que l'intégration d'autres PTOM n'était pas appropriée, pour des raisons de format de mission et budgétaires.

2. Organisation de la mission (rencontres et visites)

La mission a été préparée lors d'échanges avec l'équipe INTEGRE/ CPS, puis calée à l'occasion d'une réunion à la CPS entre les organismes suivants : Anne Claire GOARANT (GNC), Peggy ROUDAUT (INTEGRE), Yolaine BOUTEILLER (CPS), Yves LAFOY (délégué de la NC), Claire FLOUHY (Consulat NZ), Marc-F. DAGUZAN (DENV). Malgré les sollicitations, il n'a pas été possible de mobiliser compétences du PROE lors de cette préparation.

L'Exécutif provincial a désigné Mme Nina JULIE, conseillère élue de l'assemblée de la province Sud, en charge de l'environnement, en qualité de chef de la mission en Nouvelle Zélande.

Douze personnes y ont participé : onze sur le budget officiel alloué à la mission par le programme INTEGRE, auquel s'est joint avec l'accord de la province Sud un gérant de sociétés spécialisées (MESACHIMIE, SOCADIS), qui a pris en charge personnellement l'ensemble de ses frais (liste des participants en annexe 5). .

La mission a été programmée sur une semaine complète, du lundi 24 au vendredi 28 juillet 2017. (voir programme en annexe 8).

Elle a permis aux participants de rencontrer une trentaine de professionnels, à l'occasion de 12 visites d'entreprises ou d'organismes œuvrant dans le domaine des déchets dans l'ile du Nord de Nouvelle-Zélande (voir détail en annexes 6 et 7). Les visites de terrain (8 sites de gestion des déchets) se sont déroulées dans les trois localités suivantes : Auckland, Wellington, Hastings-Napier.

3. Quelques constats et enseignements généraux

Entre la Nouvelle-Calédonie et Nouvelle Zélande, la comparaison des pratiques et des approches réglementaires, administratives et économiques dans le domaine de la gestion des déchets, a été instructive à plus d'un titre.

En Nouvelle-Calédonie, les provinces détiennent en effet une compétence générale en matière d'environnement, dans le respect de la charte constitutionnelle de l'environnement et des conventions internationales applicables (convention de Bâle, protocole de Montréal sur la couche d'ozone, convention de Stockholm sur les POP[3], …). Elles disposent donc de marges de liberté relativement importantes pour élaborer ou adapter l'encadrement réglementaire de la gestion des déchets aux nécessités locales. De fait, on observe toutefois que les écarts aux référentiels métropolitains sont relativement limités (ICPE notamment).

Ainsi, au fil des rencontres et de la prise de connaissance des documents techniques ou réglementaires recueillis, la comparaison néo-zélandaise a stimulé la réflexion des participants sur les approches technico-économiques et réglementaires prévalant en Nouvelle-Calédonie et leurs évolutions éventuelles. NB : plusieurs des observations qui suivent ne concernent pas exclusivement les déchets dangereux.

Contexte réglementaire néo-zélandais

Le cadre réglementaire NZ a été appréhendé via la documentation en ligne du Ministère de l'environnement, de l'EPA (Environement Protection Agency) et à l'occasion des rencontres au MFAT Wellington (EPA + for the Environment)) et au Auckland Council (waste planing manager). Pour les déchets signalons en particulier, après lune réglementation initiale dite « Litter Act » de 1979, les lois suivantes :

- « Ressource management Act » (1991) texte fondateur en Nouvelle-Zélande d'une gestion durable des ressources naturelles ;
- « Hazardous Substances and New Organisms Act" (1996),

[3] POP : polluant organique persistant

- «Ozone Layer Protection Act" (1996)

Pour mémoire, sont indiqués ci-dessous quelques constats, impressions ou interrogations des missionnaires, pouvant contribuer à la réflexion en termes d'orientation de l'encadrement réglementaire des DD en Nouvelle-Calédonie ou concernant les modalités pratiques de leur gestion :

- tendance NZ à favoriser la subsidiarité à l'échelle des régions (16 autorités régionales ou citadines) qui disposent d'une marge de liberté pour la mise en œuvre puis le contrôle des textes de loi (acts) nationaux
- une certaine circonspection des autorités nationales vis-à-vis de la définition centralisée d'objectifs nationaux ou d'imposition de modèles / dispositifs nationaux de gestion des déchets (DND et DD), y compris par exemple en matière de statistiques
- un pragmatisme certain dans le choix des réglementations à adopter. Par exemple pour les déchets d'emballages plastiques (bouteilles en PET) aucune obligation contraignante de recyclage ne semble en vigueur. Pas de tendance à réglementer d'emblée, tant qu'un équilibre économique de filière n'est pas clairement envisageable

Sur un plan financier et fiscal:

- existence d'une « taxe à l'enfouissement » (landfill ou disposal levy) payable par l'exploitant de tout centre d'enfouissement, à la tonne enfouie (de l'ordre de 10 NZ$ / tonne).Le produit de cette taxe (perçue au niveau national) est réparti entre les régions pour le financement d'actions et initiatives des collectivités ou du secteur privé
- pragmatisme : cohabitation possible (à Auckland, pendant un certain temps) entre deux modalités de paiement et de service au choix pour l'enlèvement des ordures ménagères (soit pour la collecte de bacs de 120 litres, soit pour le paiement à l'unité de pochons plastiques collectés par le City Council

Traitement des déchets calédoniens en Nouvelle-Zélande

Une certaine disparité des modalités de traitement ou des niveaux d'exigence est apparue entre opérateurs néo-zélandais travaillant sur certains types de déchets, par exemple pour les déchets d'activité de soin à risque infectieux (DASRI).

A cet égard, le choix d'opérateurs comme WMTS en tant que partenaire de sociétés calédoniennes exportatrices vers la Nouvelle-Zélande (SOCADIS) est apparu fondé aux missionnaires. En effet, si WMTS n'est pas moins-disant financièrement, cette société opère à un haut niveau de qualité / sécurité / et de traçabilité (c*f.* annexe 9 photographique).

Pour autant, le constat a été fait également que les modalités de traitement final de certains déchets dangereux (boues, terres souillées, etc.) en Nouvelle-Zélande pourraient techniquement s'envisager et être adaptées en Nouvelle-Calédonie, mais à une échelle et dans un cadre réglementaire souvent plus contraignant, ce qui rend plus complexe la mise au point technique et l'équilibre économique de solutions locales de traitement de certains DD.

Pragmatisme économique et recherche de valorisation

De manière générale, qu'il s'agisse des approches réglementaires, des initiatives privées, des modalités de partenariat avec le milieu associatif (et « communities ») pour la gestion / prévention des déchets, la recherche d'un équilibre économique est déterminante en Nouvelle-Zélande. Garantir l'atteinte ou la préservation de l'équilibre financier des dispositifs mis en place apparaît comme un *préalable* à toute décision.

Quelques exemples de pragmatisme technico-économique :

- la recherche systématique de revenus complémentaires par les installations de stockage des déchets. Outre la recette liée à la tarification de l'enfouissement, les exploitants mettent en place des formes de valorisations annexes génératrices de revenus : biogaz,

cogénération, récupération de chaleur pour des serres de production végétale, mise en pâturage des espaces périphériques non constructibles des ISD, etc. La méthanisation / biogaz peut représenter une part secondaire mais non négligeable de la rentabilité.

- la transformation d'anciennes carrières en centres de stockages (agréés / contrôlés)
- l'enfouissement de terres souillées en inter-couches de couverture d'ISD de type classe 2
- l'enfouissement des DI (déchets inertes) en Landfill de type " clean-fill" aux contraintes réglementaires localement allégées semble-t-il
- certains procédés de traitement " rustiques " (et économiques) par ex. pour les boues de STEP (neutralisation pH, floculation par polymère, décantation) avant enfouissement

Communication et pédagogie économique

Si quelques grands objectifs phares sont parfois annoncés, par exemple « Zero Waste » pour « Auckland 2040 », ou la mise en avant de la valeur matière du déchet « le déchet est une ressource », ces slogans apparaissent surtout comme un affichage pédagogique, une incitation à la dynamique des acteurs, y compris sur le plan économique.

A contrario, en termes de communication, certains déchets dangereux ont été très peu évoqués d'emblée par nos contacts les néo-zélandais : les déchets radioactifs par exemple (exportés vers la France) ; les PCB[4] et PCT (exportés), les déchets de médicaments cyclo-toxiques (incinérés à l'exportation). L'incinération des déchets nous a semblé un sujet presque tabou.

Rôle des acteurs et de l'initiative privée (économique, associative, communautaire)

A la différence du contexte néo-calédonien de la gestion des déchets, où les évolutions reposent beaucoup sur des obligations réglementaires et des normes, la Nouvelle-Zélande laisse une part déterminante au secteur privé (entreprises, associations, communautés) pour déployer des initiatives, prendre des risques, créer des activités économiques, par exemple :

- des entreprises productrices de peinture, des associations communautaires (community networks et réseaux associatifs), des industriels de l'agrochimie, peuvent prendre en charge certaines filières: ils recherchent les possibilités économique de traitement (DD) ou de recyclage (déchets recyclables) de certains flux et développent des dispositifs privés en dehors de toute contrainte réglementaire
- une grosse entreprise (WM) exploitant historiquement plusieurs centres d'enfouissement n'hésite pas à investir fortement pour diversifier son activité en direction de la valorisation du déchet (ex. projet « Living Earth » de valorisation par compostage des déchets organiques de la région d'Auckland en partenariat avec le City Council qui s'est fixé des objectifs de collecte des déchets organiques en porte à porte
- des associations lancent des projets pilotes ou apportent des idées puis s'impliquent dans la structuration et la mise en place des « recovery centers » (ressourceries /recycleries) www.communityrecyclers.org.nz
- certaines configurations locales de partenaires privés et publics (par ex. dans la région de Hawkes Bay / Hastings-Napier visitée lors de la mission) créent une dynamique vers des pratiques vertueuses et des initiatives de gestion ou de prévention très intéressantes à l'échelle locale, suivies éventuellement d'essaimage ou de développement en réseau

La dimension sociale et de citoyenneté des déchets, également forte en Nouvelle-Calédonie, revêt en Nouvelle-Zélande des formes plus structurées, plus professionnelle et plus directement ancrées dans l'économie.

[4] PCB, PCT : poly-chloro- bi et –tri- phényl)

En Nouvelle-Calédonie des initiatives de coordination et de mise en synergie dans le secteur associatif / caritatif des déchets (textile, DEEE, etc.) sont d'ailleurs d'actualité.

En Nouvelle-Zélande une mise en réseau d'initiative privée effectue un lien très dynamique entre ces 2 dimensions économique et sociale du déchet : l'association « Waste MINZ » associe depuis 1989 des entreprises, des communautés, des associations, des collectivités publiques (plus de 1000 membres représentatifs du secteur des déchets, du recyclage, de la dépollution des sols en Nouvelle-Zélande. (https://www.wasteminz.org.nz) et assume un rôle important de promotion, formation, proposition, lobbying ; recherche, synergies, etc.

4. Principales pistes d'action ou de projets émergents

Sur la base des principaux constats et interrogations issus des échanges avec nos partenaires néo-zélandais (transcrits en annexe 9), les membres de la mission ont identifié une quinzaine de *« pistes-projets »* ou *propositions de mesures* à des stades plus ou moins avancés, susceptibles de faire progresser la prévention et la gestion des déchets dangereux en Nouvelle-Calédonie.

Ces points ont été discutés et sommairement explorés lors de deux sessions de *débriefing /capitalisation* de la mission organisées dans ce but les 11 août et 20 septembre 2017 au Centre administratif de la province Sud (CAPS).

Il nous a semblé utile de présenter ci-après l'ensemble des thèmes couverts, en distinguant les pistes relatives : spécifiquement aux « déchets dangereux » (A1 à A7) ; aux « déchets dangereux et autres déchets » (B1 à B4) ; et à certaines « problématiques spécifiques » (C1 à C4) :

Déchets dangereux

A1- Organisation de campagnes de collecte de DD (par démarche d'inscription volontaire sur réservation)	Système en ligne de « pre-booking », limité dans le temps, pour la collecte de stocks historiques de DD ou des campagnes ponctuelles ou récurrentes de DD
A2- Gestion et financement de l'élimination des FFF (fluides frigorigènes fluorés) en Nouvelle-Calédonie	Engager une concertation inter-collectivités et administration compétentes pour la gestion des FFF (de l'amont avec les restrictions d'importation, à la traçabilité, à l'habilitation des opérateurs et à la structuration financement d'une filière)
A3- Gestion des FSPP (fusées et signaux pyrotechniques périmés) encadrement réglementaire adapté en vue de la création d'un dispositif local de traitement	Définition inter-collectivités de l'encadrement réglementaire et habilitations nécessaires à une installation de combustion des FSPP. Elaboration d'un cadre REP réglementé spécifique ou au sein d'une filière DDD.
A4- Gestion des PPNU (produits phytosanitaires non utilisés) par une REP d'initiative privée ou encadrée	Inciter à la création d'un système REP internalisé par les entreprises agrochimiques et importatrices de PPUA (type AGRECOVERY : REP d'initiative privée, non réglementaire pour les PPNU)
A5- Gestion des PEINTURES par REP d'initiative privée (ou encadrée	(type RESINE SCHEME : REP d'initiative privée, non réglementairement encadrée) " Inciter à la création de dispositifs de récupération des peintures par les fabricants et importateurs locaux et valoriser les initiatives en ce sens
A6- Clarification du cadre réglementaire d'importation et d'exportation des déchets dangereux en N	Préciser les implications pour la NC de l'adhésion aux conventions relatives aux DD : notamment l'interdiction d'exporter dans les pays parie s auxdites conventions dès lors qu'un dispositif de traitement existe dans le pays
A7- Mise en place de formations techniques locales à la gestion des DD (par mobilisation de capacités /ressources locales privées et publiques)	Développer une offre de formation à la fois pratique, technique, réglementaire et économique sur la gestion des DD afin de faire monter en compétence le milieu / les acteurs de la gestion des DD (collectivités, entreprises, etc.)

Déchets dangereux & autres déchets

B1- Moyens spécifiques pour la gestion des déchets (DD notamment) en zones excentrées, milieu tribal, squats, etc.	Déploiement de moyens de sensibilisation et d'action spécifiques adaptés (humains, accompagnement)
B2- Equipements mobiles et aménagements de sites de regroupement pour collectes mobile de DD (et éventuellement d'autres déchets DND recyclables)	Déploiement de modules de collecte de DD ou de DND recyclables dans des sites excentrés ou lors de campagnes ciblées en zone urbaine / périurbaine
B3- Outils numériques de traçabilité et de gestion des déchets	Déploiement de moyens de gestion numérique / dématérialisation de la traçabilité des déchets (DD en particulier)
B4- Fiscalité de la TAP, éco-fiscalité calédonienne	Réaliser un diagnostic stratégique et prospectif de l'éco-fiscalité de la Nouvelle-Calédonie dans le domaine des déchets et substances dangereuses,

Problématiques spécifiques

C1- Développement de la pratique des appels d'offres et appels à projets, pour l'exploitation de centres de recyclage et de réemploi	Tester déployer des approches Appel d'offre ou Appel à projet pour accroitre la valorisation des flux de recyclables
C2- Modalités d'enlèvement des encombrants	Optimisation diversification des modalités d'enlèvement des encombrants pour une meilleure valorisation
C3- Aménagements de plateformes de valorisation et de sites d'apport volontaire	Etude de faisabilité (technique / organisationnelle / sécurité) de plateformes déchèterie et sites d'apport selon nouvelles conceptions
C4- Valorisation énergétique / biogaz des ISD	Promotion appui à la valorisation biogaz des ISD

5. Approfondissements prévus

La seconde réunion de débriefing de la mission (20/09/2017) a été l'occasion de prioriser et sélectionner parmi les 15 pistes ci-dessus, les thèmes particulièrement utiles à l'avancement notre problématique d'amélioration de la gestion des déchets dangereux. Pour chacun d'entre eux, une approche très sommaire de faisabilité a été menée collégialement, consistant à préciser :

- les problématiques spécifiques (technique, réglementaire, institutionnelle, économique,…)
- les préalables et étapes de mise en œuvre
- les partenaires, positionnement, implications
- les financements, budgets, ressources
- les calendriers, priorités, urgences

Bien que cette approche de « préfaisabilité » n'ait pas pu être menée à terme en séance, ni présentée ici de façon homogène (voir annexe 10), cet exercice a toutefois permis de constater la convergence des attentes des partenaires néo-calédoniens pour :

- la mise en place de dispositifs structurés de collecte et de traitement de déchets dangereux spécifiques (fusées de détresse, peintures, produits phytosanitaires, etc.) : pistes A2 à A5

- des investigations approfondies dans des domaines réglementaires ou fiscaux particuliers (pour lesquels un défaut d'anticipation a été identifié, avec des risques pour les acteurs) : pistes A- et B4
- la promotion, localement, de divers outils de partage, de mise en commun de l'information, de coordination, de formation des partenaires dans le domaine des déchets dangereux : piste A7

Après validation au sein des différentes instances partenaires concernées (collectivités, entreprises, chambres consulaires, etc.) certains des thèmes correspondants devraient faire l'objet à court terme (2017) et en 2018, de propositions formelles.

Sous l'impulsion des partenaires pilotes, dont certains sont d'ores et déjà identifiés, des groupes de travail pourraient se constituer.

Le travail de formulation des projets se poursuit actuellement. Il fera l'objet d'une présentation auprès de CPS / INTEGRE en octobre 2017, et pourrait donner lieu à un point de suivi de l'avancement entre les participants à la mission en mi-2018.

Annexes

Liste des annexes

1. Les objectifs du projet INTEGRE
2. Note PS-DENV de proposition de projet au comité de sélection INTEGRE
3. Diaporama de présentation de la mission
4. Liste des participants
5. Liste des personnes rencontrées
6. Liste des sites visités
7. Programme / déroulement de la mission
8. Annexes photographiques
9. Tableau d'échange débriefing n°1
10. Tableau d'échange débriefing n°2
11. Liste des abréviations et acronymes
12. Synoptique des gisements de déchets dangereux en province Sud
13. New Zealand's Environmental legislation
14. L'administration environnementale en Nouvelle-Zélande
15. Les autorités locales en Nouvelle-Zélande

Annexe 1 : Objectifs du projet INTEGRE

Objectifs généraux :

- ◊ ***G1 : amélioration de la gestion et la valorisation durables de l'environnement au bénéfice des populations***
- ◊ ***G2 : promotion de la gestion intégrée des zones côtières auprès des institutions, des populations et des partenaires régionaux***
- ◊ ***G3 : renforcement de la coopération régionale dans le domaine du développement durable et de l'intégration des territoires européens dans les dynamiques régionales***

Objectifs spécifiques et résultats attendus :

S1 : renforcement de la coopération entre les PTOM et les pays ACP du Pacifique dans le domaine du développement durable

- R1 : Un cadre régional pour la GIZC est proposé
- R2 : Les PTOM sont insérés dans les réseaux régionaux d'échanges et de concertation dans le domaine du développement durable
- R3 : Des échanges entre sites miroirs de la région sont effectués

S2 : Mise en place d'une politique de communication et de sensibilisation efficace sur le projet INTEGRE et sur la GIZC à destination des populations, des institutions et des partenaires régionaux

- R4 : la visibilité du projet INTEGRE est assurée
- R5 : Les résultats des projets de GIZC sur les sites pilotes sont capitalisés et valorisés (croise R3 du S1)

S3 : Renforcement de la bonne gouvernance liée à la gestion de l'environnement et de la capacité des gestionnaires

- R6 : des instances participatives de gouvernance sont opérationnelles au niveau des sites pilotes
- R7 : la collaboration entre les services (d'une même administration ou entre administrations de différents sites) est améliorée
- R8 : les capacités des gestionnaires sont renforcées
- R9 : le processus de planification intégrée est opérationnel

S4 : Contribution à l'amélioration de la gestion de l'environnement des sites pilotes au bénéfice des populations

- R10 : Les principales menaces sont identifiées et des actions concrètes de gestion sont engagées pour y faire face, de manière intégrée
- R11 : l'environnement est valorisé au travers d'aménagements ou du développement d'activités économiques durables ;
- R12 : Les populations sont sensibilisées et sont impliquées dans la gestion durable de l'environnement

Annexe 2 : Proposition initiale PS-DENV de projet soumis à INTEGRE

Responsable de l'activité :

Site : **THEMATIQUE REGIONALE** « GESTION DES DECHETS »
Organisme : PROVINCE SUD – Nouvelle-Calédonie
Direction de l'environnement, Bureau de la gestion des déchets
Contact : ESCALON Victoire tél 20 34 47 victoire.escalon@province-sud.nc
DAGUZAN Marc-F. tél. 20 34 40 marc.daguzan@province-sud.nc

Liste des partenaires :

En Nouvelle-Calédonie :
14 participants en provenance d'une douzaine d'organismes ou partenaires institutionnels et professionnels impliqués dans la gestion des déchets dangereux, dont 8 ont déjà fait part de leur intérêt pour le projet. *Contact : organisme, nom, prénom, coordonnées*

Province Sud DENV *(2) : M. Jean-Marie Lafond, Directeur de l'environnement jean-marie.lafond@province-sud.nc*
Province Nord DDEE *(1) : Mme Candina Néaoutyine, Chargée de mission gestion des déchets DDEE c.neaoutyine@province-nord.nc Province Nord BP 41 98860 Khoonê*
Province des Iles Loyauté *(1) :*
Direction de l'industrie, des mines et de l'énergie de la N-C *(2) : M. Justin Pilotaz, Chef du service de l'environnement industriel justin.pilotaz@gouv.nc*
SIGN Syndicat intercommunal du grand Nouméa *(1) : Mme Hélène Garrivier, Chef du pôle environnement helene.garrivier@grandnoumea.nc*
SIVM Syndicat intercommunal à vocation multiple La Foa Sud *(1) : M. Christophe Schall, Directeur du syndicat intercommunal à vocation multiple La Foa Sud c.schall@sivmsudlafoa.nc*
Ville de Nouméa *(1) :*
TRECODEC Eco-organisme *(1) : M. Bernard Creugnet, PDG trecodec@gmail.com*
Chambres consulaires *(2) : Chambre de commerce et d'industrie de N-C M. Matthieu Ladiesse chargé du développement durable m.ladiesse@cci.nc (1) ; Chambre des métiers et de l'artisanat M. Tristan Allignol Conseiller développement durable tristan.allignol@cma.nc (1)*
ADEME Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie*(1) : M. Camille Fabre, Représentant de l'ADEME en Nouvelle-Calédonie*
ACOTRED Pacifique Association des professionnels de collecte et traitement des déchets *(1) : Mme Monique Chemarin, coordinatrice environnement direction@acotred.nc*

Hors Nouvelle-Calédonie :
2 à 4 participants en provenance de Polynésie Française et de Wallis & Futuna pourraient être intéressés par la mission.

Descriptif de l'échange :

1/ objectifs et résultats attendus, domaine d'activité, lieux concernés:

- *Acquisition de connaissances techniques, logistiques et réglementaires sur la gestion des déchets dangereux et leur traçabilité à l'échelle régionale.*
- *Facilitation et développement d'échanges locaux et régionaux constructifs dans le domaine de la gestion des déchets dangereux.*
- *Amélioration de la gestion des déchets dangereux (DD) dans les pays insulaires du Pacifique Sud.*

2/ Description du programme :

<u>Contexte</u> : Pour les pays insulaires du Pacifique Sud-Ouest la Nouvelle Zélande constitue l'un des principaux voire le seul débouché des déchets dangereux (DD) qu'ils exportent en vue de leur traitement et élimination finale.
Pour les acteurs insulaires impliqués localement dans la gestion des substances toxiques et des déchets dangereux présents sur leur territoire, la Nouvelle Zélande présente également un exemple régional potentiellement intéressant en termes de collecte et de traitement des DD.
La Nouvelle-Calédonie, qui modernise activement depuis quelques années, tous acteurs publics confondus, les infrastructures et l'organisation de la gestion de ses déchets, doit encore produire des efforts importants pour prévenir, collecter et traiter ses déchets dangereux, notamment les plus diffus d'entre eux.

<u>Le programme</u> : Il s'agit, au moyen d'une mission d'une durée d'1 semaine pleine en Nouvelle-Zélande (Auckland et localités proches de l'île du Nord), de permettre à des acteurs institutionnels et des acteurs économiques impliqués dans la gestion des DD, de découvrir le dispositif NZ dans le domaine des déchets dangereux, d'acquérir et d'échanger de l'information technique sur leur gestion au sens large (collecte, transport, traitement, prévention), en vue d'identifier des pistes d'amélioration pour leur propre contexte insulaire.
L'objectif est également de stimuler, parmi les participants et au sein des organismes dont ils proviennent, les échanges, l'analyse et la réflexion collégiale en vue de proposer des mesures techniques, réglementaires, ou de sensibilisation adaptées à leur situation.

<u>La mission comportera</u> :

- ***Action 1*** *: des rencontres institutionnelles*
  Liste indicative (partielle) d'acteurs à rencontrer
  - *Regional & / or Local Councils Autorities (NZ Environnemental Protection Authority ; NZ Auckland Council Environnemental Protection Authority)*
  - *National Waste Management Institute of New Zealand [Health & Safety AS/NZ]*
- ***Action 2*** *: des visites de terrain et échanges avec les acteurs opérationnels*
  Liste indicative (partielle) :
  - *WMTS (Waste Management Technical Services)*
  - *Whitford Auckland Landfill*
  - *Sites de traitement des DD exportés par les pays insulaires vers la NZ*
  - *[Transporteurs/ collecteurs] ; [Watercare Services Limited / Trade Waste (Mangere Manukau 2022)]etc.*
- ***Action 3*** *: temps de mise en commun et de réflexion collégiale (pouvant idéalement être développé post-mission, en Nouvelle-Calédonie) :*
  Cet échange aboutira à la production d'un mémoire d'information-recommandations diffusable, portant sur les dispositifs / modalités de gestion NZ potentiellement transposables ; la traçabilité ; l'efficacité et la sécurité environnementale des débouchés NZ ; les coûts des prestations ; l'analyse des éventuelles synergies pour concentrer des flux de DD ; les cadres et contraintes réglementaires aux mouvements de déchets ; les modalités de prévention des DD ; etc.

Objectifs et résultats INTEGRE auxquels contribue l'activité :

Résultats 1 à 16 – une activité peut contribuer à atteindre plusieurs résultats attendus du projet INTEGRE – décrire en quoi l'échange contribuera à la mise en œuvre du plan d'actions INTEGRE du site pilote :

La mission contribuera dans son ensemble, à l'atteinte des objectifs généraux INTEGRE (finalités) G1 et G3, et plus particulièrement des objectifs spécifiques et résultats attendus suivants :

R2 : Meilleure compréhension réciproque entre participants et institutions NZ visitées sur l'état des lieux, les enjeux et les tendances de la gestion des DD en NZ et dans les pays insulaires concernés. Meilleure connaissance technique, à l'échelle régionale, des dispositifs en place et de leur efficacité, des problématiques relatives au transport, à l'acheminement, à la traçabilité, aux coûts de traitement des DD.

R4 : En favorisant l'acquisition, le partage d'informations et la réflexion commune entre des partenaires ayant peu l'habitude de se concerter en amont de la définition de mesures de prévention des pollutions et des risques, le label INTEGRE sera associé à l'exploration d'un mode de gouvernance plus coopératif et mobilisateur.

R8 : Renforcement des capacités des gestionnaires en termes de conception, planification de mesures d'amélioration de la gestion des DDD. Renforcement des occasions d'échange entre partenaires pour plus de pertinence et de réalisme des dispositions envisagées.

Renforcement de la coopération régionale et promotion de la GIZC :

Comment cette activité permettra-t-elle de renforcer la coopération régionale et d'intégrer les PTOM au sein du Pacifique ? Comment permettra-t-elle de promouvoir la notion de gestion intégrée des zones côtières ?

Voir R4 et R8 ci-dessus.

Pérennité (si applicable) : *Comment l'activité sera-t-elle pérennisée ou quelles suites lui seront-t-elles données?*

L'action n°3 décrite ci-dessus d'une part (*§ 2. Description du programme*) à savoir la mise en commun d'information technique en vue de la production de recommandations, l'accroissement des compétences des gestionnaires d'autre part, devraient trouver une application à court terme (18/36 mois) notamment en Nouvelle-Calédonie, dans la définition de mesures réglementaires et/ou de dispositifs de gestions adaptés au contexte (pour toute une série de DD diffus qui ne disposent pas aujourd'hui de filières dédiées).

Coût de l'activité et financements envisagés :

Coût total et détail de la base du calcul financier :

NB : coûts établis pour la totalité mission, car la distinction des coûts par action (actions 1, 2 et 3 n'est pas adaptée, pour une durée de 5 jours pleins (+ transferts sur weekends) soit 6 à 7 jours décomptés per diem).

Poste de dépense	Montant prévisionnel (F CFP)
1. Personnel (hébergement restauration x 14)	*1 946 831*
2. Déplacement (Avion NC-NZ x 14)	*952 000*
3. Equipement	
4. Consommables	
5. Sous-traitance et prestations externes (Transports locaux NZ)	*140 000*
5. Autres coûts directs	-
Participation demandée à INTEGRE	***3 040 000***
Liste des autres financeurs : *Recherche de fonds auprès de : ADEME ? fonds TAP ? PROE ? autres ?*	

Détail de ce qui pourrait être pris en charge par INTEGRE, ainsi que les co-financements éventuels.

estimation du coût de la mission (14 personnes)			
nombre de personnes	*14*	*14*	
ressortissants PF	*0*		
ressortissants WF	*0*		
ressortissants NC	*14*	*14*	
perdiem logement + restauration en NZ	*23 171*	*23 171*	
décompte du nombre de jours en déplacement	*6*	*7*	
taux de conversion NZ$ / XPF	*72,41*		
Tarif unitaire transport avion NC < - > NZ	*68 000*	*68 000*	
forfait Transport locaux / pers	*10 000*	*10 000*	
Coût total transports avion	952 000	952 000	
Coût transports locaux NZ	140 000	140 000	
Frais hébergement restauration (Σ per diem)	1 946 381	2 270 778	
Coût TOTAL FCFP	3 038 381	3 362 778	
Coût TOTAL estimé (arrondi)	**3 040 000**	**3 360 000**	**F CFP**

Planning : *par trimestre, sur la période (avril 2016 – janvier 2017)*

Annexe 3 : Diaporama de présentation de la mission

Our local waste management context

For island-countries in the South-West Pacific Ocean, like New-Caledonia,

New Zealand is the main country offering solutions regarding hazardous waste management (waste treatment and ultimate outlet).

➔New Zealand also appears to be **an interesting example on a regional scale** regarding collecting and treating hazardous waste.

Through its 3 provinces, it has been **about ten years now since New- Caledonia has actively improved its waste management strategy and devices**.

But considerable efforts still need to be made, in order to increase awareness, to collect and treat hazardous waste the best way, specially diffused hazardous waste.

INTEGRE PROVINCE SUD

province-sud.nc

The mission's aim

- **Improve hazardous waste management** in New-Caledonia within it's three provinces
- **Make new usefull contact** in New Zealand regarding hazardous waste management
- **Gain knowledge and insights** about regulation, technical and logistical aspects regarding hazardous waste as well as waste tracking on a national and regional scale
- A contribution for the **working out of a specific HWM regulation** in the South Province

INTEGRE PROVINCE SUD

province-sud.nc

Our objectives

- Meet local authorities and key actors of the private sector involved in hazardous waste management
- Gain a good understanding of NZ procedures, technical aspects and cost management regarding hazardous waste
- Share experiences through technical meetings with key actors (presentation, practices, analysis)
- Create opportunities for visiting different sites and devices set up to recycle, collect and treat hazardous waste in cities / countryside
- Identify the logistical steps and treatment process applied to hazardous waste exported from New Caledonia to New Zealand
- Get an overview from local regulations, waste tracking, environmental safety, cost management, operations cost

province-sud.nc

INTEGRE PROVINCE SUD

The mission participants

Name	Organization	Occupation
Nina JULIE (Head of the the mission)	South Province	Elected Representative
Marc-F. DAGUZAN (Coordinate the mission)	South Province	Waste manager
Ornella HMANA-KECINE	Loyalties Island Province	Waste prevention officer
Lady POUYE	North Province	Sustainable development manager
Erwan COUAPAULT	SIVM La Foa – Association of municipalities	Waste prevention officer
Jennifer BROUARD	Noumea Council	Waste prevention Manager
Lauretta Devaux	DIMENC- Direction of industry, mines and energy	Environment and industry Advisor
Claire TATIN	ADEME- French Agency in charge of environmental and energy management	Advisor in charge of waste management
Mathieu LADIESSE	CCI- Chamber of commerce and industry	Quality, health, safety and environment manager
Bernard CREUGNET	Trecodec- eco agency in charge of the enlarged producer responsability	Managing director (environmental body)
Jeannie FORNO	Socadis- Private company, hazardous waste treatment	Managing director/ environmental engineer
Mark MESANOVIC	Socadis- Private company, hazardous waste treatment	Managing director/ environmental engineer

Organism represented
Environmental body
TrecQdec
HWM company
SOCADIS
SOCADIS
Provincial public authority
PROVINCE SUD
National environment agency
ADEME
C'EST DECIDE :
JE REDUIS
MES DECHETS !

Organism represented
Chamber of commerce
cci
cci
NOUVELLE-CALÉDONIE
Provincial public authority
Province des Iles
Loyauté
WM professional trade union
Provincial public authority
PROVINCE NORD
ACOTRED
PACIFIQUE
province-sud.nc

Organism represented
Inter communal trade union
SIVM
City of Nouméa
N-C mines, industry & energy authority
DIMENC
province-sud.nc

Direction of Environment

Our regulatory framework

- Specific EPR waste schemes & regulations : oil, lead batteries, other electric batteries, tires; vehicles, WEEE (waste electrical and electronic equipment)
- ICPE

Our perspectives

- Diffuse hazardous waste (HW) scheme regulation
- Hydrocarbon sludge regulation

province-sud.nc

INTEGRE PROVINCE SUD

MANY THANKS

FOR YOUR WARM GREETING AND YOUR TIME!

province-sud.nc

INTEGRE PROVINCE SUD

Annexe 4 : Liste des participants

Prénom NOM	fonction	Organisme
Nina JULIE	Conseillère élue de l'Assemblée de la Province Sud	Province Sud *Elue*
Marc-F. DAGUZAN	Responsable (p. i.) du bureau de la gestion des déchets	Province Sud *Direction de l'environnement*
Ornella HMANA	Chargée d'étude	Province des Iles Loyauté *Direction du développement durable et des recherches appliquées*
Lady POUYE	Chef du service Développement durable	Province Nord *Direction du développement économique et de l'environnement*
Lauretta DEVAUX	Chef de la section environnement industriel du service de l'industrie	DIMENC *Direction de l'industrie, des mines et de l'énergie de la NC*
Erwan COUAPAULT	Chargé d'études pour la gestion des déchets du SIVM Sud	SIVM *Syndicat intercommunal à vocation multiple, région de La Foa Sud*
Bernard CREUGNET	PDG de l'éco-organisme	TRECODEC *Eco-organisme*
Jennifer BROUARD	Chef du bureau prévention et tri des déchets Division Performance des Services Délégués	Ville de Nouméa
Matthieu LADIESSE	Responsable du service QHSE - industrie	CCI *Chambre de commerce et d'industrie de Nouvelle-Calédonie*
Jeannie FORNO	Membre du cluster ACOTRED Ingénieur conseil en environnement (Gérante de SOCADIS)	ACOTRED Pacifique *Association des professionnels de collecte et traitement des déchets*
Claire TATIN	Chargée de mission	ADEME *Agence de l'environnement et de la maitrise de l'énergie*
Mark MESANOVIC	Gérant de sociétés spécialisées dans les déchets dangereux et substances chimiques	SOCADIS ; MESACHIMIE

Annexe 5 : Liste des personnes rencontrées

Structure	Contact	Titre	@
Auckland Council	Parul SOOD	Waste planning manager	parul.sood@aucklandcouncil.govt.nz
Interwaste	Derek RICHARDSON	General Manager	derek@interwaste.co.nz
Redvale Landfill Center	Andy VOSPER	*En cas de pbs contacter Tony Haycock WMTS*	thaycock@wastemanagement.co.nz
Henderson Recovery Center – Recycle shop	Green Jon MORGAN	Project Manager– en cas de pbs contacter Candide Lionnet (CRN)	greenjon@mphs.org.nz
Community Recycling Network (CRN)	Candide LIONET	Projet Administrator	office@communityrecyclers.org.nz
Waste Management Technical Services (WMTS)	Tony HAYCOCK	National Sales Manager	thaycock@wastemanagement.co.nz
Auckland Whitford Landfill	Tony HAYCOCK	National Sales Manager	thaycock@wastemanagement.co.nz
Environmental Protection Authority (EPA)	Nikki Mc'KENZIE	Advisor, Hazardous substances Applications	Nikki.mckenzie@epa.govt.nz
Chemwaste	Grant Rumble	Operations Manager	Grant.rumble@envirowaste.nz
Hastings District Council ***Henderson Transfer Station***	Angela M. ATKINS Philip DOOLAN	Waste minimisation service	angelama@hdc.govt.nz philipd@hdc.govt.nz
3R Group Ltd	Dominic SALMON	Business Development-sustainable solutions	dominic@3r.co.nz
Beard's Envionmental Ltd	Dan BEARD	General Manager	dan@beardsenvironmental.co.nz

Annexe 6 : Liste des sites visités

Site	adresses
INTERWASTE Auckland Airport	2 Hape Dr, Auckland Airport, Auckland 2150, Nouvelle-Zélande
REDVALE LANDFILL CENTER	Landfill Access Rd, Dairy Flat 0794, Nouvelle-Zélande
WAITAKERE REFUSE AND RECYCLING TRANSFER STATION (HENDERSON RECOVERY CENTER)/ THE RECYCLE SHOP	50 The Concourse, Henderson, Auckland
COMMUNITY RECYCLING NETWORK Point England	Point England au 153 Pilkington road, Auckland
WASTE MANAGEMENT TECHNICAL SERVICES (WMTS)	16-30 Neales Road, East Tamaki, Auckland 2161
AUCKLAND WHITFORD LANDFILL	Whitford-Maraetai Road, opposite Clifton Road.
HASTINGS DISTRICT COUNCIL- HENDERSON TRANSFER STATION HASTINGS	121 Henderson Rd, Woolwich, Hastings 4175, Nouvelle-Zélande
BEARD'S ENVIONMENTAL LTD	107 Henderson Road Woolwich Hastings 4175

Autres réunions au siège de l'organisme ou en office

Organisme	adresses
AUCKLAND COUNCIL	Bledisloe House, 24 Wellesley Street, Auckland 1010
ENVIRONMENTAL PROTECTION AUTHORITY (EPA)	(Level 10) 195 Lambton quay, Wellington City 6140
CHEMWASTE	c/o Mercure Grand Hotel- conference room- 345 The Terrace, Wellington 6011, NZ
3R GROUP LTD	409 Queen St West Hastings, Hawke's Bay 4156 Nouvelle-Zélande

Annexe 7 : Programme / déroulement de la mission

<table>
<tr><th>Dates</th><th>23/07</th><th>24/07</th><th>25/07</th><th>26/07</th><th>27/07</th><th>28/07</th><th>29/07</th></tr>
<tr><td>Ville</td><td rowspan="17">ARRIVEE</td><td>Auckland</td><td>Auckland</td><td>Auckland</td><td>Wellington</td><td>Nappier-Hastings</td><td rowspan="17">DEPART</td></tr>
<tr><td>09:00</td><td></td><td rowspan="2"></td><td rowspan="2"></td><td rowspan="6">Environmental Protection Authority [Nikki Mckenzie]</td><td rowspan="3"></td></tr>
<tr><td>09:30</td><td rowspan="4">Auckland Council [Parul Sood]</td></tr>
<tr><td>10:00</td><td rowspan="3">Redvale Landfill Center [Andy Vosper & Tony Haycock]</td><td rowspan="4">WTMS Présentation and tour [Tony Haycock]</td></tr>
<tr><td>10:30</td><td rowspan="5">Hastings Disctrict Council-Henderson Transfer Station [Hannah Ludlow]</td></tr>
<tr><td>11:00</td></tr>
<tr><td>11:30</td><td rowspan="3">Lunch break & transfert</td><td rowspan="2">Lunch break & transfert</td></tr>
<tr><td>12:00</td><td rowspan="4">Lunch break & transfert</td><td rowspan="2">Lunch break & transfert</td></tr>
<tr><td>12:30</td><td rowspan="5">Henderson Recovery Center [Green Jon Morgan & Candide Lionnet] $$</td><td rowspan="3">Lunch break & transfert</td></tr>
<tr><td>13:00</td><td rowspan="6">Interwaste [Derek Rchardson]</td><td rowspan="6">Chemwaste [Grant Rumble]</td></tr>
<tr><td>13:30</td><td rowspan="5">Auckland Whitford Landfill Tour [Tony Haycock]</td><td rowspan="4">3R Company [Dominic Salmon]</td></tr>
<tr><td>14:00</td></tr>
<tr><td>14:30</td><td rowspan="4">Community Recycling Network [Des Ng Shiu & Candide Lionet]</td></tr>
<tr><td>15:00</td><td rowspan="3"></td><td rowspan="3">Beard's Environmental [Dan Beard]</td></tr>
<tr><td>15:30</td><td rowspan="2"></td></tr>
<tr><td>16:00</td><td></td></tr>
</table>

Annexe 8 : Annexes photographiques

Entreprise Interwaste (Auckland)

The Recycle Shop (Auckland)

Withford landfill

Redvale Landfill Center

Waste Management Technical Services (Auckland)

3'R (Hastings)

Henderson Transfer station (Hastings)

Beard's Environmental LTD (Hastings)

Annexe 9 : Tableaux d'échange débriefing n° 1

Sur la base des notes de mission, d'échanges entre participants et du premier débriefing à Nouméa, ont été identifiés et enregistrés divers constats de terrain ou interrogations suscitées par les visites. Ces constats (dont abrégé en liste ci-dessous) ont alimenté la réflexion puis la recherche de pistes d'amélioration ou de démarches / mesures potentiellement transposables en Nouvelle-Calédonie.

AXE	N°	Intitulé sommaire
ACTEURS	1	« Community networks » & réseaux associatifs
	2	Réseau WASTEMINZ Rencontré via Dominic Salmon de 3R
	3	Existence au sein des services EPA d'un « agent coutumier »
	4	Pratique de l'Appel d'offre pour l'exploitation des Recovery Centers
REGLEMENTATION	5	Cadre réglementaire déchets de la NZ
	6	Pragmatisme et circonspection des autorités nationales vis-à-vis de la définition d'objectifs et de couverture des dispositifs de gestion des déchets (DND et DD)
	7	Marge d'autonomie (Regional et City Council authorities)
	8	Pragmatisme / focus économie du cadre réglementaire de l'enfouissement
	9	Transit et exportation de certains DD très nocifs ou à image négative hors NZ
	10	Procédés de traitement " rustiques " (et économiques) de certains DD
	11	Enfouissement de terres souillées en inter-couches de couverture ISD « de type classe 2 » ou proche
	12	Enfouissement des DI (inertes) en Landfill type " Cleanfill"
TAXES	13	Cohabitation de 2 systèmes de paiement (bac / sac) avec choix laissé aux habitants
	14	Taxe à l'enfouissement (landfill disposal levy)
COLLECTE	15	Hazmobile / collecte mobile DD
	16	Organisation de collectes par campagnes et collecte d' « historiques »
	17	Enlèvement des encombrants en deux temps (encombrants ou valorisables)
	18	Aménagements des QAV
VALORISATION	19	Valorisation énergétique / biogaz des ISD
	20	Anciennes carrières réhabilitées en ISD
	21	Recherche de valorisations annexes aux ISD
	22	« Living Earth » WM investit dans gros projet valorisation des Déchets organiques
COMMUNICATION	23	Grands objectifs « ZERO Waste » affichés pour 2040 (Auckland Council)
	24	Image / slogan : « Le déchet est une ressource »
	25	Déchets "Tabou" -- > export (pas traités en NZ)
FILIERES	26	FFF : Gestion des FFF (fluides frigorigènes fluorés)
	27	FSPP : l'armée NZ traite les explosifs et fusées de détresse (1 site par grande Ile)
	28	PPNU : AGRECOVERY (type de REP d'initiative privée non réglementaire pour les PPNU)
	29	PEINTURES : RESINE SCHEME (Type REP d'initiative privée non réglementaire pour les peintures)
	30	DECHETS ORGANIQUES : collecte des DO en PAP de poubelle de 5 litres
SPECIFIQUE	31	« VAULT » WM / crypte informatique et thématique de la traçabilité / dématérialisation /
REGLEMENTATION	32	Clarification du cadre réglementaire de l'importation et l'exportation des déchets en NC
	33	Déclassement des déchets en produits / valorisation des déchets en MPS
	34	Fiscalité de la TAP, éco-fiscalité calédonienne
AUTRE	35	Dimension Sociale et citoyenneté des déchets
	36	Formations locales et capacités locales de formation / sensibilisation aux problématique des DD

[illegible]	[illegible]	N°	[illegible]	Description sommaire	Remarques	Notes
ACTEURS	[illegible]	1	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	2	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	3	[illegible]	[illegible]	[illegible]	
	[illegible]	4	[illegible]	[illegible]	[illegible]	
FREQUENTATION	[illegible]	5	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	6	[illegible]	[illegible]	[illegible]	
	[illegible]	7	[illegible]	[illegible]	[illegible]	
	[illegible]	8	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	9	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	10	[illegible]	[illegible]	[illegible]	
	[illegible]	11	[illegible]	[illegible]	[illegible]	
	[illegible]	12	[illegible]	[illegible]	[illegible]	
	[illegible]	13	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

TOUS	PNC / NGL	34	Tarif à l'enfouissement (ex-DTI Dupuel Ianu)	32 NC [illegible] / [illegible]	Inclusion à la taxe incitative [illegible] qu'en [illegible] ; Politique [illegible]
	SOLIP	35	Hazardeux / collecte mobile DD	Dépend [illegible] [illegible]	[illegible]
COLLECTE	DHSI / ICTELN	36	Organisation de collecte pour camping-cars et toilettes chimiques	Système en [illegible]	[illegible]
	NPAL	37	Enlèvement des encombrants en Grande Terre (encombrants volumineux/ électrique)		
	NPAL	38	Enlèvement des DDV	[illegible]	[illegible]
VALORISATION	ECO	39	Valorisation énergétique / Usages des DD	Valorisation biogaz [illegible]	Réforme CDP sur son volet [illegible]
	NPAL	40	Amélioration [illegible]	[illegible]	[illegible]
	NPAL	41	Recherche de valorisations [illegible]	[illegible]	[illegible]
	ICTELN	42	[illegible]	[illegible]	[illegible]
COMMUNICATION		43	Diagnostic objectifs ZERO Waste d'Nouméa pour 2040 (Quellen 2 Gouvel)	[illegible]	[illegible]
		44	Image / [illegible]	[illegible]	[illegible]
		45	Déchets "Tabou" – [illegible]	[illegible]	
PLANIFIÉ	NGL / PN	46	PPP – Gestion des PPP (Tuiles [illegible])	PPP – [illegible]	[illegible]
	NGL / TRON / ICTELN	47	PDPP / Contrôle NC [illegible]	[illegible]	[illegible]
	PN / ICTELN	48	PPNU : DOMI DOVERY (Type PDP Dentelles [illegible])	[illegible]	[illegible]
	PN / ICTELN	49	PEINTURES : FIDENE SCHWIN (Type PDP Dentelles [illegible])	[illegible]	[illegible]
	VILLE / COLLECTE	50	DÉCHETS ORGANIQUES : collecte des DO en PDP de proximité [illegible]	[illegible]	
SPÉCIFIQUES	DEVITER / ILLICITE	51	« VOLET » WM	[illegible]	[illegible]
	NGL/DU	52	Clarification du cadre réglementaire des [illegible]	[illegible]	[illegible]
	NGL/DU	53	Développement filière déchets en produits / valorisation des déchets en [illegible]	[illegible]	[illegible]
	PNC / NGL/DU / SLDEP NC	54	Possibilité de la TGP, des [illegible]	[illegible]	[illegible]
		55	Dimension Sociale [illegible] des déchets	[illegible]	[illegible]
		56	Permettre les locaux [illegible] / sensibilisation sur prédécharge des DD	[illegible]	[illegible]

Annexe 10 : Tableau d'échange débriefing n°2

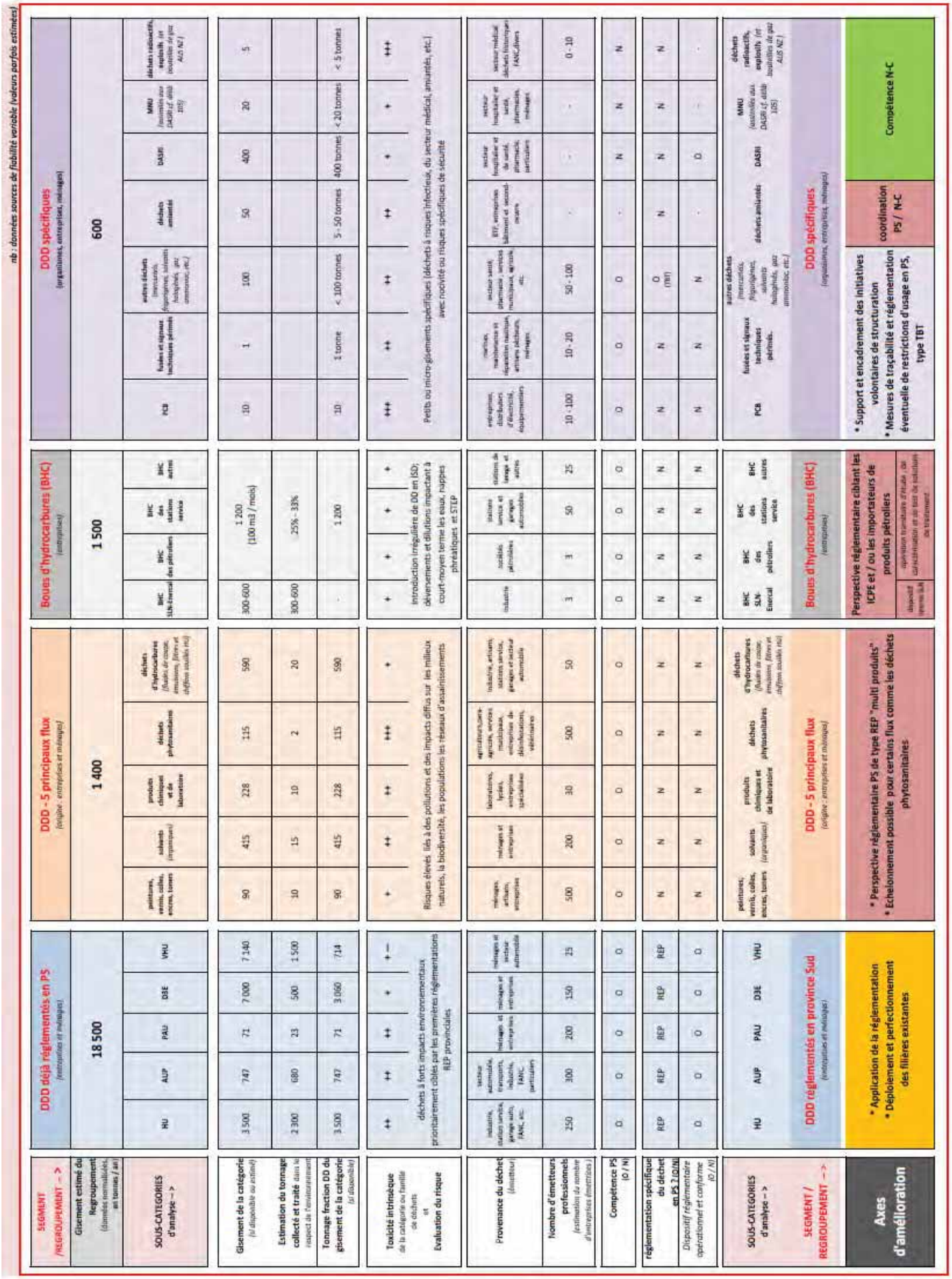
Annexe à compléter

/ transmission distincte à INTEGRE / CPS

Annexe 11 : Liste des abréviations et acronymes

Abréviations	signification
AKCC	Auckland City Council
ADEME	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
APS	Assemblée de la province Sud
BGD	Bureau de la gestion des déchets (province Sud)
DENV	Direction de l'Environnement (province Sud)
DD	Déchets dangereux
DDD	Déchet dangereux diffus
DDEE	Direction du développement économique et de l'environnement (province Nord)
DDDRA	Direction du développement durable et de la recherche appliquée (province des Iles Loyauté)
DIMENC	Direction de l'industrie, des mines et de l'énergie de la Nouvelle-Calédonie
CAPS	Centre administratif d la province Sud
EPA	Environment protection agency (NZ)
HWM	Hazardous waste management
ISD	Installation de stockage des déchets
CTT	Centre de transfert et de tri
MFAT	Ministry of foreign affairs and trade
MOE	Ministry for the environment
PCB / PCT	Polychloro- bi - phényl / polychloro-tri- phényl
PNORD	Province Nord
PSUD	Province Sud
PIL	Province des Iles
POP	Polluant organique persistant
RMA	Ressource management Act (1991)
SIVM	Syndicat intercommunal à vocation multiple de la région de La Foa Sud
SOCADIS	Société calédonienne des déchets industriels spéciaux
STEP	Station d'épuration
TRECODEC	Traitement Ecologique et Economique des Déchets (Eco-organisme)
VDN	Ville de Nouméa
WASTEMINZ	
WM	Waste management
WMTS	Waste Management Technical Services
HRC	Henderson Recovery Center (Auckland ; Hastings)
GNC	Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie
ICPE	Installations classes pour la protection de l'environnement
REP	Responsabilité élargie des producteurs

Annexe 12 : Synoptique des Gisements de déchets dangereux en province Sud



SEGMENT /REGROUPEMENT -->	DDD déjà réglementés en PS (entreprises et ménages)						DDD - 5 principaux flux (origine : entreprises et ménages)						Boues d'hydrocarbures (BHC) (entreprises)					DDD spécifiques (organismes, entreprises, ménages)						
Gisement estimé du Regroupement (données normalisées, en tonnes / an)	18 500						1 400						1 500					600						
SOUS-CATEGORIES d'analyse -->	HU	AUP	PAU	D3E	VHU		peintures, vernis, colles, encres, toners	solvants (organiques)	produits chimiques et de laboratoire	déchets phytosanitaires	déchets d'hydrocarbures (fluides de coupe, émulsions, filtres et chiffons souillés inc)		BHC SLN-Energie	BHC des pétroliers	BHC des stations service	BHC autres		PCB	huiles et signaux techniques périmés	autres déchets (mercuriels, organiques, solvants halogénés, gaz ammoniac, etc.)	déchets amiantés	DASRI	MNU (assimilés aux DASRI cf. décret 105)	déchets radioactifs, explosifs (et bouteilles de gaz ALIS N2)
Gisement de la catégorie (si disponible ou estimé)	3 500	747	71	7 000	7 140		90	415	228	115	590		300-600	1 200 (100 m3 / mois)				10	1	100	50	400	20	5
Estimation du tonnage collecté et traité dans le respect de l'environnement	2 300	680	23	500	1 500		10	15	10	2	20		300-600	25% - 33%										
Tonnage fraction DD du gisement de la catégorie (si disponible)	3 500	747	71	3 060	714		90	415	228	115	590		-	1 200				10	1 tonne	< 100 tonnes	5 - 50 tonnes	400 tonnes	< 20 tonnes	< 5 tonnes
Toxicité intrinsèque de la catégorie ou famille de déchets et Evaluation du risque	++	++	++	+	+ —		+	++	++	+++	+		+	+	+	+		+++	++	++	++	+	+	+++
	déchets à forts impacts environnementaux prioritairement ciblés par les premières réglementations REP provinciales						Risques élevés liés à des pollutions et des impacts diffus sur les milieux naturels, la biodiversité, les populations les réseaux d'assainissements						introduction irrégulière de DD en ISD; déversements et dilutions impactant à court-moyen terme les eaux, nappes phréatiques et STEP					Petits ou micro-gisements spécifiques (déchets à risques infectieux, du secteur médical, amiantés, etc.) avec nocivité ou risques spécifiques de sécurité						
Provenance du déchet (dissiminé)	industrie, stations service, garage auto, FANC, etc.	secteur automobile, transports, industrie, FANC (particuliers)	ménages et entreprises	ménages et entreprises	ménages et secteur automobile		ménages, artisans, entreprises	ménages et entreprises	laboratoires, lycées, entreprises spécialisées	agriculteurs/éleveurs agricole, services municipaux, entreprises de dératisation, vétérinaires	industrie, artisans, stations service, garages et secteur automobile		industrie	sociétés pétrolières	stations service et garages automobiles	stations de lavage et autres		entreprises, distributeurs d'électricité, équipementiers	ménages, artisans, entreprises réparation navigation, artisans pêcheurs, ménages	secteur santé, pharmacie, services municipaux, agricole, etc.	BTP, entreprises bâtiment et second-oeuvre	secteur hospitalier et de santé, pharmacie, particuliers	secteur hospitalier et santé, pharmacie, ménages	secteur médical déchets historiques FANC, divers
Nombre d'émetteurs professionnels (estimation du nombre d'entreprises émettrices)	250	300	200	150	25		500	200	30	500	50		3	3	50	25		10 - 100	10 - 20	50 - 100	-	-	-	0 - 10
Compétence PS (O / N)	O	O	O	O	O		O	O	O	O	O		O	O	O	O		O	O	O	-	N	N	N
réglementation spécifique du déchet en PS ? (O/N)	REP	REP	REP	REP	REP		N	N	N	N	N		N	N	N	N		N	N	O (TBT)	N	N	N	N
Dispositif réglementaire opérationnel et conforme (O / N)	O	O	O	O	O		N	N	N	N	N		N	N	N	N		N	N	N	-	O	-	-
SOUS-CATEGORIES d'analyse -->	HU	AUP	PAU	D3E	VHU		peintures, vernis, colles, encres, toners	solvants (organiques)	produits chimiques et de laboratoire	déchets phytosanitaires	déchets d'hydrocarbures (fluides de coupe, émulsions, filtres et chiffons souillés inc)		BHC SLN-Energie	BHC des pétroliers	BHC des stations service	BHC autres		PCB	huiles et signaux techniques périmés	autres déchets (mercuriels, organiques, solvants halogénés, gaz ammoniac, etc.)	déchets amiantés	DASRI	MNU (assimilés aux DASRI cf. décret 105)	déchets radioactifs, explosifs (et bouteilles de gaz ALIS N2)
SEGMENT / REGROUPEMENT -->	DDD réglementés en province Sud (entreprises et ménages)						DDD - 5 principaux flux (origine : entreprises et ménages)						Boues d'hydrocarbures (BHC) (entreprises)					DDD spécifiques (organismes, entreprises, ménages)						
Axes d'amélioration	* Application de la réglementation * Déploiement et perfectionnement des filières existantes						* Perspective réglementaire PS de type REP "multi produits" * Echelonnement possible pour certains flux comme les déchets phytosanitaires						Perspective réglementaire ciblant les ICPE et / ou les importateurs de produits pétroliers dispositif réglementaire à la — opérationnelle — opérationnelle et au tout de solutions de traitement					* Support et encadrement des initiatives volontaires de structuration * Mesures de traçabilité et réglementation éventuelle de restrictions d'usage en PS, type TBT			coordination PS / N-C		Compétence N-C	

nb : données sources de fiabilité variable (valeurs parfois estimées)

en tonnes / an

Annexe 13 : New Zealand Environmental Legislation

There remains a large number of laws that touch on resource management (see Table 4.1). An outline of the major pieces of environmental legislation is set out below.

Resource Management Act 1991

By bringing together laws governing land, air and water resources, the Resource Management Act (RMA) introduces a totally new approach to environmental management. The Act's 'eco-system' approach recognises that elements of the environment do not stand alone, and that effects of human activities on the environment are not discrete.

Sustainable management

The Resource Management Act has a single, overarching purpose: to promote the sustainable management of natural and physical resources. In the Act, 'sustainable management' means managing the use, development and protection of natural and physical resources in a way, or at a rate, which enables people and communities to provide for their social, economic and cultural well-being and for their health and safety while:

sustaining the potential of natural and physical resources (excluding minerals) to meet the reasonably foreseeable needs of future generations;

safeguarding the life-supporting capacity of air, water, soil and ecosystems; and

avoiding, remedying, or mitigating any adverse effects on the environment.

This recognises that people need to use resources for their welfare, but that in doing so we must not, either singly or cumulatively, compromise the ability of the environment to continue to provide those resources, or other indirect services (such as erosion control) to the community.

The concept of sustainable management is derived from that of sustainable development. Sustainable development was coined in 1987 by the World Commission on Environment and Development (World Commission on Environment and Development, 1987), and developed at the 1992 Rio 'Earth Summit' (see Box 4.4). It is a widely embracing concept, requiring environmental sustainability as well as economic viability and social justice.

In comparison, the concept of sustainable management in the Resource Management Act leaves the pursuit of economic and social goals to other mechanisms available to government and the community, e.g. our taxation and welfare systems. While recognising that there are social and economic consequences from the use of resources, the Act attempts to ensure that the environment's sustainability is not compromised by the pursuit of those concerns.

Table 4.1: New Zealand's environmental and related legislation.

Key laws relating to the environment

Biosecurity Act 1993
Conservation Act 1987
Crown Minerals Act 1991
Environment Act 1986
Fisheries Act 1996
Forests Act 1949 (with 1993 amendment)
Hazardous Substances and New Organisms Act 1996
Ozone Layer Protection Act 1996
Resource Management Act 1991
Wildlife Act 1953

Other laws relating to the environment *

Agricultural and Pastoral Societies Act 1908
Agriculture (Emergency Powers) Act 1934

Animal Control Products Ltd Act 1991
Animal Identification Act 1993
Animal Remedies Act 1967
Animals Act 1967
Animals Protection Act 1960
Antarctic Marine Living Resources Act 1981
Antarctica Act 1960
Antarctica (Environmental Protection) Act 1994
Atomic Energy Act 1945
Building Act 1991
Continental Shelf Act 1964
Crown Forest Assets Act 1989
Crown Grants Act 1908
Crown Research Institutes Act 1992
Customs Act 1966
Dangerous Goods Act 1974
Dog Control and Hydatids Act 1982
Driftnet Prohibition Act 1991
Dumping and Countervailing Duties Act 1988
Electricity Act 1992
Energy Companies Act 1992
Energy Resources Levy Act 1976
Explosives Act 1957
Fertilisers Acts 1960 and 1982
Foreshore and Seabed Endowment Revesting Act 1991
Forest and Rural Fires Act 1977
Foundation for Research, Science and Technology Act 1990
Franklin-Manukau Pests Destruction Act 1971
Gas Act 1992
Harbour Boards Dry Land Endowment Revesting Act 1991
Harbours Act 1950
Historic Places Act 1993
Import Control Act 1988
International Energy Agreement Act 1976
Irrigation Schemes Act 1990
Lake Wanaka Preservation Act 1973
Land Act 1948
Land Drainage Act 1908
Land Transport Act 1993
Litter Act 1979
Local Government Act 1974
Manapouri-Te Anau Development Act 1963
Māori Fisheries Act 1989
Māori Land Act/Te Ture Whenua Māori 1993
Māori Reserved Land Act 1955
Māori Vested Lands Administration Act 1954
Marine Farming Act 1971
Marine Mammals Protection Act 1978
Marine Pollution Act 1974
Marine Reserves Act 1971
Maritime Transport Act 1994
National Parks Act 1980

Native Plants Protection Act 1934
New Zealand Nuclear Free Zone, Disarmament
and Arms Control Act 1987
New Zealand Walkways Act 1990
Pesticides Act 1979
Plant Variety Rights Act 1987
Queen Elizabeth the Second National Trust Act 1977
Radiation Protection Act 1965
Rangitaiki Land Drainage Act 1956
Reserves Act 1977
Road User Charges Act 1977
Scientific and Industrial Research Act 1974
Soil Conservation and Rivers Control Act 1941
Southland Electricity Act 1993
Sugar Loaf Islands Marine Protected Area Act 1991
Synthetic Fuels Plant (Effluent Disposal) EMP Act
Taranaki Harbours Act 1965
Tarawera Forest Act 1967
Territorial Sea and Exclusive Economic Zone Act 1977
Toxic Substances Act 1979
Trade in Endangered Species Act 1989
Transit New Zealand Act 1989
Transport Act 1962
Treaty of Waitangi Act 1975
Treaty of Waitangi (Fisheries Claims) Settlement Act 1992
Waikato Raupatu Claims Settlement Act 1995
Wild Animal Control Act 1977A further 18 laws (along with their 40 amending acts) were repealed by the Resource Management Act in 1991.

Figure 4.3: Resource Management Act

Textual description of figure 4.3

Effects-based approach

The RMA's approach differs from the approach of previous legislation by concentrating on the environmental effects of human activities, rather than on the activities themselves. This means that, regardless of who carries out an activity, it is the environmental effects that result from the activity that are the determining factor as to whether the activity is permitted in any particular location. It also means that, if a particular industrial activity can meet a community's environmental standards, that business should be able to operate in the area. Resource users must consider how their activity will affect the environment.

Focusing on environmental outcomes rather than activities also provides incentives for resource users to come up with efficient and creative ways to achieve good environmental results. People can be rewarded for devising new ways to use resources while promoting environmental sustainability.

Management controls

The Resource Management Act embodies three conceptually separate but related functions:

it allocates access to, and use of,common property natural resources (fresh, coastal and ground water, geothermal energy and water, the surface of lakes and rivers, riverbeds, the foreshore and the seabed);

it controls the discharge of contaminants (pollutants) to air, land and all water including ground, fresh and coastal water; and

it manages the adverse affects of all activities using land, air, or water.

The RMA sets out a series of duties and restrictions. Under the Act, everyone has a duty to avoid, remedy, or mitigate adverse effects on the environment, notwithstanding the requirements of consent permits. The

duties and restrictions also mean that nobody can use natural resources such as water, air or the coast unless the RMA or a consent under it says so.

No-one may discharge any contaminant to water or onto land in a way which might enter water. In the case of air and land discharges, any person operating industrial or trade premises is prohibited from discharging any contaminant without a consent (permit).

Although the presumption for the use of natural common property resources is very strict, the ropposite applies to the use of private land. Here, activities such as the right to erect a building, are deemed to be permitted unless constrained by provisions in statutory plans under the Act.

Responsibilities

Responsibilities for environmental decision making under the Act are allocated to the community most closely affected by the use of that resource. A decision is therefore made by the community that will deal with the effects and that can best understand the environmental issues at stake. This means that the government, and district and regional authorities, are required to identify the environmental risks in their area, and develop policy statements and plans containing ways to regulate activities in response to those threats. These plans and policies are constructed in a hierarchy, depending on the degree of action needed to address the perceived threat. (see Figure 4.3) Regional councils and territorial authorities use a common process for developing all plans and policy statements.

Central government can develop national policy statements and environmental standards to address environmental issues affecting the whole nation (such as management of the coastal zone or minimum ambient air quality to protect health -see Box 4.2). The government's statements and standards set policy boundaries from which local authorities develop their own policies and regulations.

Under the Act, **Regional councils** are charged with achieving 'integrated management of the natural and physical resources of the region'. Each council is required to draft a Regional Policy Statement identifying environmental issues and responses of significance for its region. It must also draft and administer a Regional Coastal Plan and may draft and administer other regional plans. All regional policy statements and plans must be drafted so they 'are not inconsistent' with any national policy statements or environmental standards in place at the time.

Regional councils also have responsibility for granting resource consents to occupy the coast; to carry out activities in river beds; to use natural water including underground, geothermal and coastal waters; to discharge contaminants to air, water or land; and to control certain activities on land for the purposes of soil conservation, hazard mitigation, and to protect the quantity and quality of natural water in accordance with the provisions of the Act, the Regional Policy Statement, and any regional plans.

Under the Resource Management Act, **territorial authorities** are charged with achieving "integrated management of the *effects of the use, development, or protection* of land and associated natural and physical resources of the district" (emphasis added). Territorial authorities must draft district plans identifying environmental issues of significance relating to land use for the district, and setting down any restrictions and controls on land use and subdivision taking into account the issues identified in the Regional Policy Statements and any regional plans that affect that area, and in national policy statements or environmental standards.

The territorial authorities also grant resource consents for subdivision of land and for activities on land where these have been determined as necessary in the district plan in accordance with the provisions of the Act and the district plan.

Analysis of alternative mechanisms

The Resource Management Act does not presume regulation is the only, or necessarily the best, way of dealing with environmental problems. Built into it is a requirement for decision-makers to carry out an appropriate assessment of alternative mechanisms. These include providing information, undertaking works and services, providing subsidies and the use of economic instruments-for example, tradeable water permits.

The Act sets a strict requirement that, before adopting a policy statement or plan or national environmental standard, decision-makers under the Act must analyse the alternative means of achieving the environmental outcomes sought, and choose the most cost effective one (or combination) in the circumstances.

Consents

The RMA has a common process for all consents, whether for land, subdivision, water, the coast, or the discharge of contaminants.

Rules in plans also provide for the degree and type of scrutiny of proposals for resource consents (permits). There are five levels of consents: permitted, controlled, discretionary, non-complying and prohibited. Anyone proposing an action requiring a consent must carry out an impact assessment of the effects of that proposal. Plans can set out the particular impacts that the community wishes to examine and control. If there is no plan, or if the plan does not contain environmental criteria, the applicant must ensure that all adverse impacts on the environment are identified and measures to avoid, remedy or mitigate them are identified and developed.

Where a proposal needs more than one consent, these will be dealt with concurrently and by a joint hearing where necessary. This mechanism applies within and between agencies also.

Monitoring

The RMA requires local authorities to monitor:

the state of the environment in their jurisdiction or area;

whether their policy statements or plans are working as intended;

whether resource consents and their related conditions are being properly carried out.

Where this monitoring indicates a discrepancy from the original target, the local authority must act to resolve this-either by changing the target or the measures needed to achieve compliance.

For further information about the RMA, see Ministry for the Environment, 1994b, 1994c, 1994d, 1994e.

Box 4.2: Environmental standards and guidelines

The Ministry for the Environment coordinates development of environmental standards and guidelines to help local authorities and resource users implement their responsibilities under the Resource Management Act (RMA). Standards and guidelines help define the 'environmental bottom line' of sustainable management described by the Act by setting values and targets for environmental quality.

Guidelines contain recommendations for the attainment of certain aspects of environmental quality. They can identify specific targets for environmental outcomes, incentives for resource managers to work towards those outcomes, different means for achieving them, and ways of measuring progress towards them. They are not legally enforceable in themselves, but provide a useful means for standardising practice. They can be incorporated into local authorities' policies and plans (and then become legally enforceable), and some can be translated into codes of practice for industry groups.

Standards differ from guidelines in that they are legally enforceable and apply nation-wide. The RMA provides for national environmental standards to be enacted in the form of regulations. Standards for the use, development and protection of natural and physical resources can relate to:

- noise
- contaminants
- water quality, level, or flow
- air quality
- soil quality in relation to the discharge of contaminants.

In October 1995, the Ministry for the Environment published a paper detailing the principles and processes for developing standards and guidelines (Ministry for the Environment, 1995c). These include the principle that standards and guidelines should prescribe the minimum amount of regulation to best achieve the

desired environmental outcome, that they should consider impacts on other parts of the ecosystem, and that they should employ a precautionary approach which takes account of the uncertainty in the measures prescribing environmental quality. The paper also states that standards should be developed only where the advantages of protecting national values or providing national consistency outweigh the advantages of regional resource management.

The process for developing standards and guidelines aims to ensure widespread public consultation and peer review. Several drafts, and submissions on them, are called for at several stages in the development process. A significant element of the process for developing standards is a formal 'section 32' report, which is an evaluation of the alternatives to, benefits and costs of, adoption of the proposed standard.

To date, no national environmental standards have been enacted. However, several guidelines have been developed, some of which may be enacted as standards in future. To date, guidelines developed by the Ministry for the Environment are:

Guidelines for Subdivision, October 1991

Australian and New Zealand Guidelines for the Assessment and Management of Contaminated Sites, January 1992

Ambient Air Quality Guidelines, June 1994

Water Quality Guidelines No 1, June 1994: control of undesirable biological growths in water

Water Quality Guidelines No 2, June 1994: water colour and clarity

Above-Ground Bulk Storage Containment Systems Guide, July 1995

Odour Management Under the Resource Management Act, June 1995

Cleaner Production Guidelines, May 1994: an update of case studies was published in October 1995

Landfill Full Costing Guide, June 1996.

The Ministry for the Environment is also coordinating development of guidelines on coastal and fresh water bathing quality, toxic contaminants in water, stock drinking water, instream flows, organochlorines management, air emissions source testing, and marine pollution.

The Ministry of Health also develops guidelines, especially where use of resources can have effects on human health. Guidelines published by the Ministry of Health to date include:

Draft Health and Environmental Guidelines for Selected Timber Treatment Chemicals Ministry for the Environment and Ministry of Health, 1993

Air Pollution Monitoring in New Zealand 1960 - 1992 Institute of Environmental Science and Research Limited, 1994

Energy Efficiency Opportunities from PCB Phase-Out Energy Efficiency and Conservation Authority and Ministry of Health, 1994

Microbiological Methods for Monitoring Saline Recreational Waters, 1994

Drinking Water Standards for New Zealand, 1995

A Guide to Health Impact Assessment: Guidelines for public health services and resource management consent agencies and consent applicants Public Health Commission, 1995

Guidelines for Drinking-Water Quality Management, 1995

Guidelines on the Management of Leadbased Paint Joint Public Health Commission and Occupational Safety and Health Service, 1995

Risk Assessment: a 'user friendly' guide: Guidelines for public health services and resource management agencies and consent applicants Public Health Commission, 1995

Interim National Quality Standards, 1995

Guidelines for Management of Asbestos in the Non-occupational Environment, 1996

Information about Selling, Packing, Handling and Storing Poisons, 1996

Priorities and Procedures for Contaminated Site Investigation Version 1, Institute of Environmental Science and Research Limited, 1996

Protocol for Drinking Water Monitoring Programmes Based on Rapid Test Systems such as Colilert/Colisure, 1996.

Crown Minerals Act 1991

The Crown Minerals Act controls mining rights to Crown-owned minerals. It deals with the allocation of property rights. It establishes minerals programmes and sets royalty regimes for the various mineral ores. Permits are granted for prospecting, exploring and mining in accordance with these programmes and subject to the royalty regimes and appropriate conditions.

Three permissions are required before mining can start:

- a right to the mineral resource
- a right to access to the land on which or under which the mining will take place
- environmental consents to carry out the activity.

A mining permit does not confer any right to access-this must be negotiated between the permit holder and the landowner. In the case of Crown land, access conditions are determined in accordance with the legislation under which the land is being managed.

The Resource Management Act controls the environmental effects resulting from the use of those rights. Mineral depletion is therefore exempt from the sustainability provisions of the RMA, but the environmental impacts of the mining and use of minerals on other resources may be addressed under the RMA.

Environment Act 1986

The Environment Act 1986 established the Ministry for the Environment and authorised appointment of the Parliamentary Commissioner for the Environment. In addition to establishing these new administrative agencies, it entrenched the Government's commitment to include environmental issues as a key element in its policy-making formula. One of its objectives is to ensure that, in the management of natural and physical resources, full and balanced account is taken of:

- the intrinsic values of ecosystems
- all values which are placed by individuals and groups on the quality of the environment
- the principles of the Treaty of Waitangi
- the sustainability of natural and physical resources
- the needs of future generations.

Hazardous Substances and New Organisms Act 1996

The passing of the Hazardous Substances and New Organisms Act in June 1996 represents one of the most significant reforms of environmental legislation since the Resource Management Act. The Act has a strong focus on environmental protection, although the actual level of environmental and human health protection will be set through regulations yet to be developed. The Act establishes the Environmental Risk Management Authority (ERMA) to assess and decide on applications to introduce hazardous substances or new organisms into New Zealand.

Biosecurity Act 1993

The Biosecurity Act was introduced in 1993 to restate and reform the laws relating to pests and unwanted organisms. It covers the quarantine, importation and monitoring of pests and unwanted organisms, and provides for pest management through regional or national pest management strategies. Any minister can recommend development of a national pest management strategy for an organism that is a pest 'of national importance', and regional councils can propose a strategy for controlling pests 'of regional importance'.

Criteria for identifying the need for a strategy are not just environmental; they include considerations of economic well-being, cultural concerns, as well as the viability of rare or endangered species, soil structure

and water quality. The Act provides for cost-benefit analyses to be made of the pest's potential impacts before strategies are implemented. The roles and responsibilities of land-owners, regional councils and others and the cost-sharing for the management of the pest are then allocated on the basis of the nature and extent of the threats posed by the pest.

Conservation Act 1987

The Conservation Act 1987 establishes the Department of Conservation, and defines its mandate for managing and promoting the conservation of New Zealand's natural and historic resources on Crown-owned land. These resources include plants and animals; the air, water and soil they live upon or within; landscapes and landforms; and historic resources as defined under the Historic Places Act 1980. The Act sets up a system of land protection, and describes the variety of lands held for conservation purposes. These include ecological, sanctuary or wilderness areas and conservation parks. The Act also makes the Department of Conservation responsible for managing the recreational and tourist use of natural and historic resources within the protected estate.

Fisheries Act 1996

The Fisheries Act 1996 implements a system for ensuring sustainability of New Zealand's fishing resources. The Act aims to provide for the use, conservation, enhancement and development of fisheries resources so that people can provide for their social, economic and cultural well-being while:
ensuring that the potential of those resources to meet the foreseeable needs of future generations is maintained; and avoiding, remedying or mitigating any adverse effects of fishing on the aquatic environment.

The Act therefore incorporates sustainability as its underlying principle. This means that the long-term viability of stocks for each species, the biological diversity of the aquatic environment, and human interests in using fishing resources are all considerations under the management system. A Quota Management System provides for the sustainability of fisheries resources. Under this system, the Minister of Fisheries can put in place fishing quotas for specific stock.

Under the Act, a Total Allowable Catch is set for species managed under the Quota Management System (covering commercial, recreational and traditional Māori fishing activity). This is reviewed annually for each species covered by the system. From this, a Total Allowable Commercial Catch (TACC) is established and commercial fishers acquire rights to harvest fish by purchasing or leasing Individual Transferable Quotas (ITQs). ITQs are expressed as a proportion of the TACC for each fishery, and therefore change as the TACC increases or decreases in response to the assessed health of the fishery.

Forests Amendment Act 1993

The 1993 amendments to the Forests Act 1949 affected the management of natural forests. The Amendment does not apply to land controlled by the Department of Conservation, but applies to most other private and public natural forests. Its purpose is to promote the sustainable forestry management of indigenous forest land. The Act defines sustainable forestry management as "the management of an area of indigenous forest land in a way that maintains the ability of the forest growing on that land to continue to provide a full range of products and amenities in perpetuity while retaining the forest's natural values". It requires areas of natural forest available for timber production to be managed under sustainable management plans defining, among other things, rates of harvest calculated on the forest's capacity for regeneration. It also provided for unsustainable logging in natural forests to be phased out by July 1996.

Wildlife Act 1953

This is the main law protecting wildlife on land and in New Zealand's territorial waters. It provides that wildlife sanctuaries, management reserves and refuges can be established for the protection of wildlife and their habitats. Species are classed under schedules to the Act according to their need for protection.

Ozone Layer Protection Amendment Act 1996

The 1990 Ozone Layer Protection Act was amended in June 1996 to bring New Zealand's ozone laws up to date with changes to the Montreal Protocol. Instead of specifying particular controls, the new Act enables

controls to be imposed through regulations. This means that it is now easier to meet changing obligations under the Protocol. The new Act also sets up a system for accreditation of workers dealing with ozone-depleting substances. This will require these workers to have sufficient technical knowledge to comply with their obligations under the new Act.

ISWA
International Solid Waste Association

State of the Nation Report

Landfilling Practices and Regulation in New Zealand

Contents

1. Summary of Solid Waste Management Sector 2
2. Overview of Landfill Practices 6
3. Key Stakeholders in the solid waste disposal sector relating to Landfill 7
4. Legal and Policy Frameworks for Landfill 7
5. Domestic Country Strategy 8

Acknowledgement

Most of the information contained in this report has been obtained from the New Zealand Ministry for the Environment, the author would like to acknowledge in particular the contribution by Gerry O'Neill

Hazardous Waste Summary Report Form

SERIAL NUMBER

WASTE GENERATOR DETAILS		
NAME OF ORGANISATION		
TYPE OF INDUSTRY/FACILITY		ANSIC CODE
POSTAL ADDRESS		SUBURB/CITY
STREET ADDRESS		SUBURB/CITY
CONTACT NAME		TITLE
PHONE NUMBER	FAX NUMBER	E-MAIL ADDRESS
REPORTING PERIOD to		
SIGNATURE		
I confirm that this document and all attachments were prepared under my direction or supervision in accordance with a system designed to ensure that qualified personnel properly gather and evaluate the information submitted.		
NAME (PRINT)	SIGNATURE	DATE

INFORMATION ON WASTE MINIMISATION EFFORTS DURING REPORTING PERIOD

Hazardous Waste Summary Report Form – Page 1

HAZARDOUS WASTE SUMMARY REPORT FORM (cont'd)

HAZARDOUS WASTE SUMMARY INFORMATION		
WASTE DESCRIPTION		
L-CODE	W-CODE W	D/R CODE D or R
QUANTITY GENERATED (m^3/TONNES)		
QUANTITY STORED ON-SITE (list maximum quantity stored at any time during year) (m^3/TONNES)		
QUANTITY TREATED ON-SITE (m^3/TONNES)		
QUANTITY DISPOSED OF ON-SITE (m^3/TONNES)		
QUANTITY RECYCLED/REUSED/RECOVERED ON-SITE (m^3/TONNES)		
QUANTITY TRANSPORTED OFF-SITE BY VEHICLE (m^3/TONNES)		
QUANTITY DISCHARGED TO A PUBLIC SEWAGE TREATMENT PLANT VIA THE SEWERAGE SYSTEM (m^3)		

HAZARDOUS WASTE SUMMARY INFORMATION		
WASTE DESCRIPTION		
L-CODE	W-CODE W	D/R CODE D or R
QUANTITY GENERATED (m^3/TONNES)		
QUANTITY STORED ON-SITE (list maximum quantity stored at any time during year) (m^3/TONNES)		
QUANTITY TREATED ON-SITE (m^3/TONNES)		
QUANTITY DISPOSED OF ON-SITE (m^3/TONNES)		
QUANTITY RECYCLED/REUSED/RECOVERED ON-SITE (m^3/TONNES)		
QUANTITY TRANSPORTED OFF-SITE BY VEHICLE (m^3/TONNES)		
QUANTITY DISCHARGED TO A PUBLIC SEWAGE TREATMENT PLANT VIA THE SEWERAGE SYSTEM (m^3)		

Hazardous Waste Summary Report Form – Page 2

Hazardous Waste Transfer Form

SERIAL NUMBER

HAZARDOUS WASTE GENERATOR DETAILS			
NAME OF ORGANISATION		ANZSIC CODE	
POSTAL ADDRESS		SUBURB/CITY	
STREET ADDRESS		SUBURB/CITY	
CONTACT NAME	PHONE NUMBER	FAX NUMBER	E-MAIL ADDRESS
HAZARDOUS WASTE DETAILS			
WASTE DESCRIPTION		QUANTITY (M³/TONNES)	
FORM OF CONTAINED HAZARDOUS WASTE ☐ SOLID ☐ SOIL LIKE ☐ LIQUID ☐ GAS ☐ POWDER ☐ PASTE			
DANGEROUS GOOD? ☐ YES ☐ NO	CONTAINER TYPE	NUMBER OF CONTAINERS	
L-CODE	W-CODE W	D/R CODE D or R	
HAZARDOUS WASTE TRANSPORTER DETAILS			
NAME OF ORGANISATION		VEHICLE REGISTRATION NUMBER	
POSTAL ADDRESS		SUBURB/CITY	
STREET ADDRESS		SUBURB/CITY	
CONTACT NAME	PHONE NUMBER	FAX NUMBER	E-MAIL ADDRESS
HAZARDOUS WASTE RECIPIENT DETAILS			
NAME OF ORGANISATION			
POSTAL ADDRESS		SUBURB/CITY	
STREET ADDRESS		SUBURB/CITY	
CONTACT NAME	PHONE NUMBER	FAX NUMBER	E-MAIL ADDRESS
SIGNATURES			
WASTE GENERATOR	WASTE TRANSPORTER	WASTE RECIPIENT	
DATE	DATE	DATE	
SIGNATURE	SIGNATURE	SIGNATURE	

Hazardous Waste Transfer Form – Page 1

Guidelines for the Management of Hazardous Waste

Module 1: Identification and record-keeping

Introduction
1. How to identify hazardous waste
2. How to interpret the Draft Definition of Hazardous Waste
3. How to use the New Zealand Waste List
4. How to use the record-keeping forms
   - If you are a generator of hazardous waste
   - If you are a transporter of hazardous waste
   - If you are a recipient of hazardous waste
   - Generating summary reports
5. How to tell if a material is a waste

Hazardous Waste Identification Flowchart
Hazardous Waste Transfer Form (pdf, Word)
Hazardous Waste Summary Report Form (pdf, Word)

Introduction

This 1st Module of the Guidelines for the Management of Hazardous Waste focusses on the identification of hazardous waste, and proposes a system for record-keeping of hazardous waste management. The purpose of this module is to develop consistent language in hazardous waste identification, and to apply this consistent language to a standardised record-keeping system.

The information gathered during record-keeping will be useful for the following reasons:

- Hazardous waste generators and transporters will be able to provide evidence that hazardous wastes are transported, treated, and disposed at recognised facilities
- Treatment and disposal facilities will benefit by knowing the source of hazardous wastes entering their site, and can adjust their treatment processes accordingly
- Generators and operators of treatment and disposal facilities can use the record-keeping information to develop waste minimisation initiatives for hazardous waste
- Local Government will be able to request information from handlers of hazardous waste in order to monitor risks to human health and the environment
- Central Government will have access to national statistics on hazardous waste generation and management to help guide policy decisions

At this stage, the information gathered during record-keeping will not be fed into a central database. However, councils can ask in confidence for access to the information from hazardous waste handlers. As record-keeping becomes a more commonplace and accepted practice, centralised systems for collecting information and generating summary statistics will be developed by central and local government.

Ministry for the Environment
Manatu Mo Te Taiao

Module 2:
Hazardous Waste Guidelines

Landfill Waste Acceptance Criteria and Landfill Classification

Annexe 14 : L'administration environnementale en Nouvelle Zélande

Environmental administration today:

As a result of the reforms, the main players in today's system of environmental management are local authorities-regional councils and territorial authorities (including unitary authorities). Non-governmental organisations also play an important role (see Box 4.1) The hierarchy of central and local government responsibilities is set out below. Agencies' responsibility under the Resource Management Act are described in more detail later in this chapter (see Figure 4.2).

Central Government

Ministers have responsibility under legislation:

- for the management of certain resources eg. fisheries management;
- for national responses to issues of concern that affect the nation as a whole eg. national pest management strategies under the Biosecurity Act, and the setting of national controls for hazardous substances and new organisms under the Hazardous Substances and New Organisms Act; and
- for overall administration of the various Acts to ensure appropriate actions are undertaken and that the legal provisions in those Acts do not create impediments to good environmental management.

Regional Councils

Regional councils are elected local government bodies that coordinate, and set policy for, resource management, including water and soil conservation, and transport. They also have some residual responsibilities for civil defence, drainage, pest management and control.

Territorial Authorities

Territorial authorities are elected district or city councils. For the most part, functions of territorial authorities are complementary to those undertaken by regional councils, but focused on local service requirements. They cover water supply, control of land development, recreational facilities including parks and reserves, local roading and transport activities, sewerage and stormwater drainage, community development, and other public works.

Unitary Authorities

There are four unitary authorities with combined responsibilities for resource management and service delivery. The Gisborne, Marlborough and Tasman District and Nelson City councils therefore have both regional and territorial authority functions under the Resource Management Act.

The Role of Non-Governmental Organisations (NGOs)

The impetus for environmental policies and laws in New Zealand has often come from the public through the lobbying of non-governmental organisations (NGOs) such as the Royal Forest and Bird Protection Society, Greenpeace, the Maruia Society, the Federated Mountain Clubs, and Environment and Conservation Organisations (ECO). Contributions are also made by the Royal Society of New Zealand. The ability of these organisations to reflect and mobilise public and expert opinion has often persuaded the government to develop new policies or reconsider existing ones.

Since the reforms of the late 1980s, and especially since the passing of the Resource Management Act, the public (including NGOs) have had better access to environmental decision-makers. The Act's consultation and public submission processes enable NGOs to have their views considered more easily. In fact, the Act tacitly assumes that the community can act as a watchdog in holding all decision makers under the Act accountable for the environmental effects of their decisions.

Annexe 15 : Les autorités locales en Nouvelle-Zélande

Local Government

Alongside the central government that looks after issues affecting the whole country, New Zealand also has a local government system which promotes social, cultural, environmental and economic well-being at the community level.

Regional and territorial

There are two levels of local government - regional councils and territorial authorities (city and district councils).

Regional councils are responsible for managing resources, biosecurity control, river management, flood control, controlling land erosion, regional land transport planning and civil defence in the event of an emergency.

District and city councils are responsible for community well-being and development, environmental health and safety, infrastructure, recreation and culture, and resource management.

There are 12 city councils, 54 district councils, an Auckland council and 11 regional councils. One city council, four district councils and Auckland also have the powers of the regional councils: they are sometimes called 'unitary authorities'. Many councils also have elected community or local boards.

Community level democracy

Regional and territorial councillors and mayors are all elected in local government elections that are held every three years. Local government elections are held on the same day across the country, but they are not combined with general elections for Parliament.

Anyone registered as a parliamentary elector can vote in local government elections. Voting is usually by postal ballot.

The website of Local Government New Zealand has more information.

Local government New Zealand